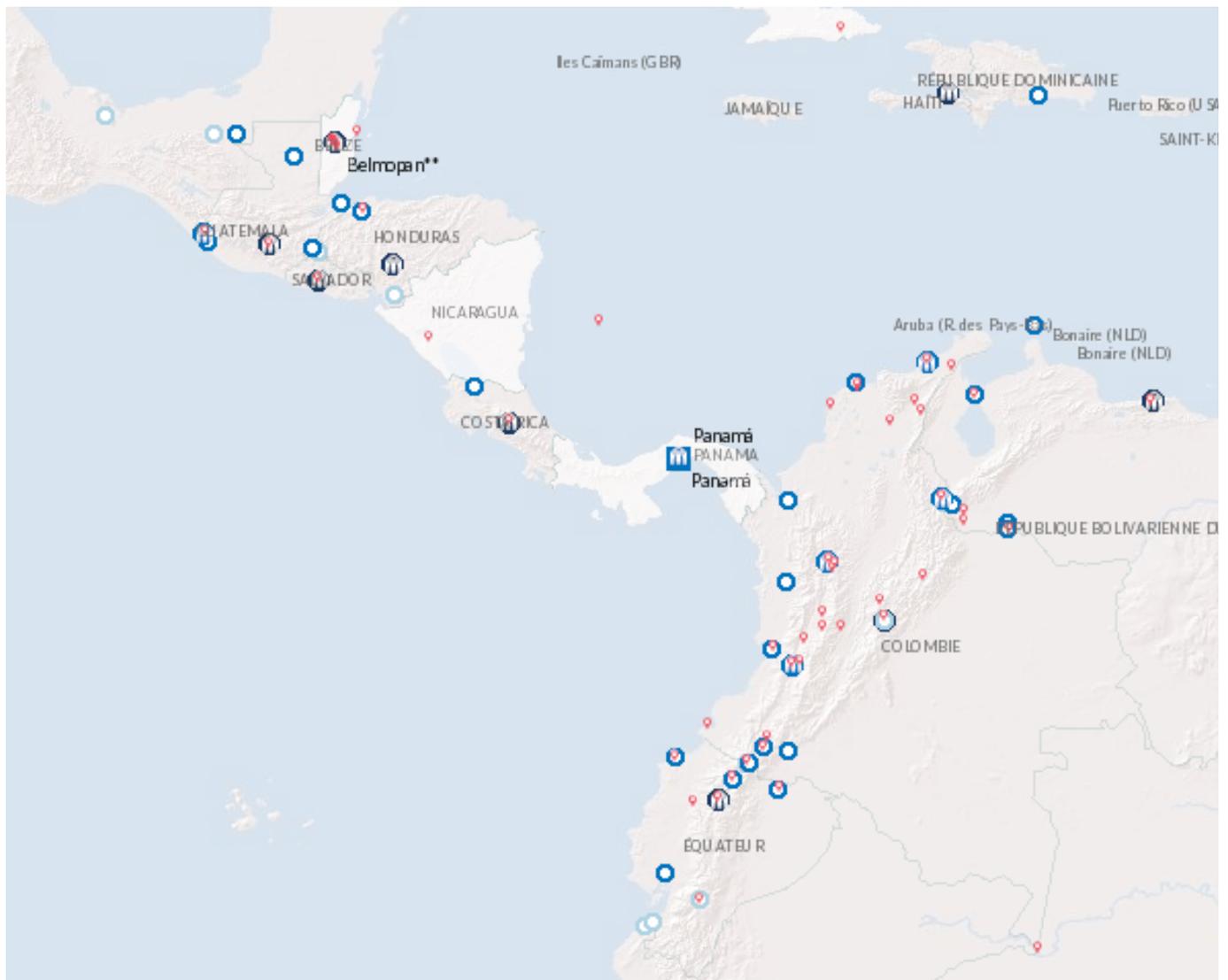


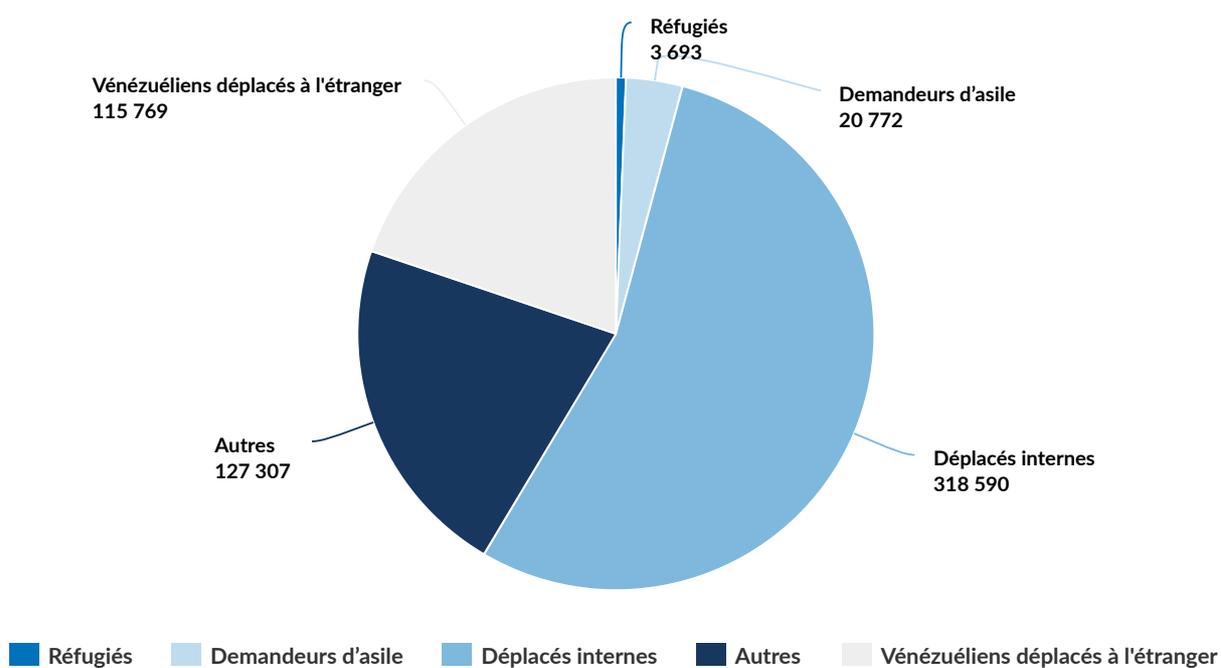
Opération: Panama – Bureau multi-pays



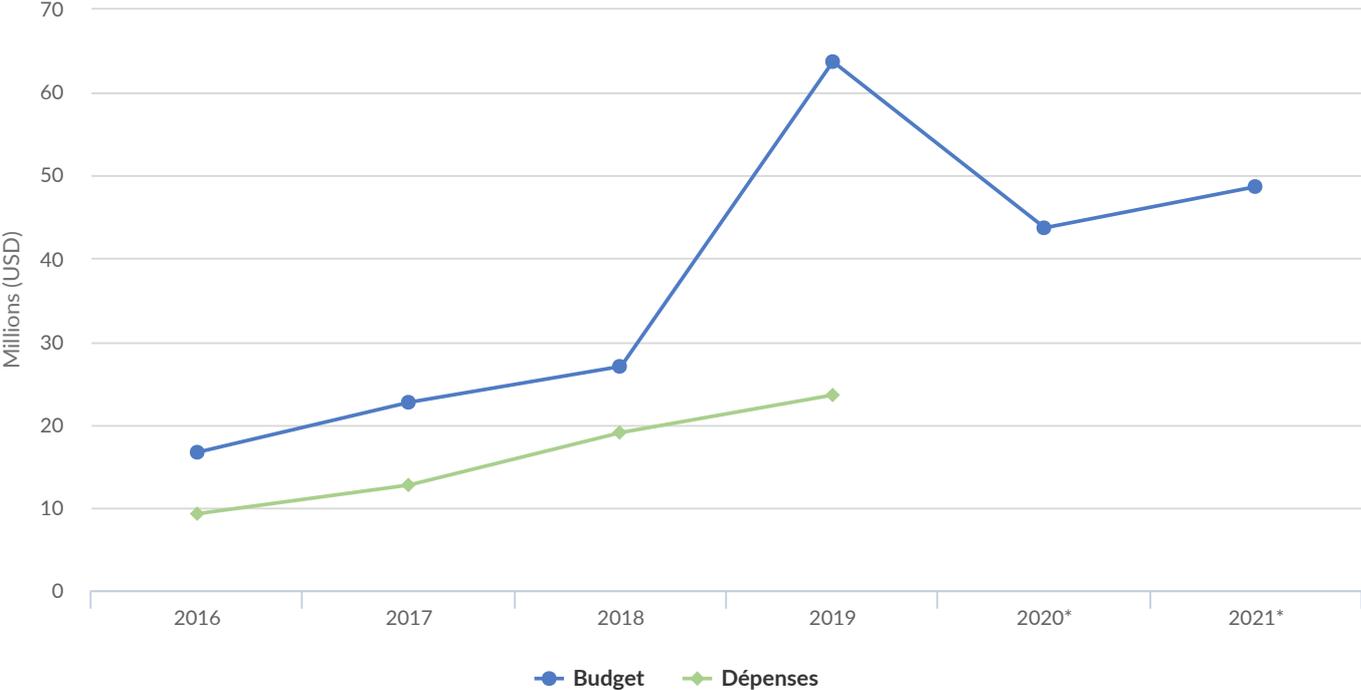
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 21% EN 2019

2019	586,131
2018	484,586
2017	375,326



Budgets et Dépenses - Panama - Bureau multi-pays



Le Bureau du HCR au Panama couvre les opérations à Aruba, au Belize (depuis 2018), à Cuba, à Curaçao au Guatemala (jusqu'en 2019) au Guyana, au Honduras (jusqu'en 2019) au Nicaragua, au Panama et à Trinité-et-Tobago.

CHIFFRES CLÉS DE LA PLANIFICATION POUR 2021

- 6 000 interventions de plaidoyer seront menées sur la prévention et le traitement des violences de genre
- 3 500 ménages percevront des aides en espèces à usages multiples pour satisfaire leurs besoins essentiels
- 2 000 personnes bénéficieront d'une aide juridique
- 1 500 personnes recevront un soutien matériel et psychosocial
- 150 fonctionnaires seront formés aux questions relatives à l'asile et à la protection internationale
- 50 campagnes de sensibilisation seront réalisées pour atténuer l'impact de la xénophobie

Environnement opérationnel

Alors que la situation socioéconomique et des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela ne devrait pas s'améliorer, les Vénézuéliens continueront de fuir vers les pays du sud des Caraïbes. D'ici à la fin de 2021, ces pays devraient accueillir près de 100 000 personnes relevant de la compétence du HCR, soit une augmentation de 20% depuis 2020.

En raison des restrictions des déplacements en lien avec la COVID-19, les réfugiés et les migrants ont eu de plus en plus recours à des voies clandestines, s'exposant ainsi à des dangers accrus en mer, et au trafic et à la traite d'êtres humains. Par conséquent, il est fort probable que les cas de refoulement se multiplieront en 2021.

Les réfugiés et les migrants risquent d'avoir plus de mal à régulariser leur séjour dans les pays d'accueil et à obtenir des documents d'identité, en plus des barrières existantes qu'ils rencontrent pour accéder aux services de base, aux abris et aux moyens de subsistance. Touchés de manière disproportionnée par la perte de revenu causée par la pandémie, et exclus des systèmes d'aide sociale, les réfugiés et les migrants connaîtront une détérioration de leurs conditions de vie et seront aussi exposés à des risques tels que l'exploitation sexuelle et professionnelle, les violences de genre et la xénophobie.

Le Panama sera aussi touché par la situation vénézuélienne, avec plus de 127 000 réfugiés et migrants vénézuéliens qui devraient arriver en 2021, dont la plupart seront dans l'incapacité d'avoir accès au régime d'asile, du fait de la définition restrictive du réfugié en vigueur. Ces nouveaux arrivants resteront dépendants de l'économie informelle, qui a été profondément minée par la pandémie.

La crise sociopolitique au Nicaragua continuera de provoquer des déplacements forcés en 2021, le Panama accueillant le plus grand nombre de demandeurs d'asile nicaraguayens – après le Costa Rica – (plus de 8000 demandeurs d'asile depuis avril 2018). Au Nicaragua, le HCR maintiendra une présence modeste, en se concentrant sur l'aide humanitaire des 900 demandeurs d'asile et réfugiés qui y sont arrivés, principalement avant les événements d'avril 2018. Ce nombre ne devrait pas augmenter, compte tenu de la situation sociopolitique et humanitaire dans le pays.

À Cuba, le HCR assurera la procédure de détermination du statut de réfugié sur la base de son mandat des personnes ayant besoin d'une protection internationale. De plus, l'organisation les épaulera dans leur recherche de solutions alternatives à la réinstallation, puisque les autorités nationales n'ont pas de base juridique pour le faire et ne permettent pas d'autres solutions d'intégration locale.

Si les déplacements en Amérique centrale et du Nord devraient augmenter avec l'aggravation des conditions économiques et sécuritaires internes, le Belize et le Panama enregistreront l'arrivée de personnes déplacées, parallèlement à d'autres individus dans des mouvements mixtes. À travers le Cadre régional global pour la protection et les solutions (MIRPS), le HCR soutiendra les activités des gouvernements pour faciliter l'intégration locale des personnes relevant de sa compétence et originaires du nord de l'Amérique centrale, de Colombie, du Nicaragua et de la République bolivarienne du Venezuela. L'organisation favorisera l'inclusion des réfugiés dans les politiques publiques et collaborera avec les acteurs du développement pour promouvoir des solutions durables.

Principales priorités

En 2021, le HCR à Aruba, au Belize, à Cuba, à Curaçao, au Guyana, au Nicaragua, au Panama et à Trinité-et-Tobago se concentrera sur les activités suivantes :

- Aider les États du sud des Caraïbes et d'Amérique centrale à garantir l'accès des Vénézuéliens, des Nicaraguayens et d'autres populations relevant de sa compétence à l'asile et/ou à d'autres voies juridiques sans crainte d'être expulsés, conformément aux objectifs du plan de réponse aux réfugiés et migrants et du MIRPS ;
 - Élargir l'accès aux services de protection sociale et aux droits socioéconomiques, et renforcer la priorité accordée à la prévention et au traitement des violences de genre et de la traite d'êtres humains ;
 - Consolider les options de transfert et de réinstallation dans le cadre des solutions durables globales, aussi bien comme outil de protection des réfugiés les plus vulnérables que comme instrument stratégique pour améliorer les politiques relatives aux réfugiés au niveau national ;
 - Promouvoir l'intégration locale et d'autres moyens de subsistance pour renforcer les activités rémunératrices de même que les interventions communautaires en faveur des réfugiés et des communautés hôtes ;
 - Favoriser la coexistence pacifique par des initiatives communautaires et des campagnes de communication ciblant les réfugiés et les communautés d'accueil ;
 - Renforcer les interventions humanitaires et interagences coordonnées en réponse aux mouvements mixtes et pour les individus profondément touchés par la pandémie.
-